

Les universités font part de leur "émotion" après les propos de Blanquer sur "l'islamo-gauchisme"

Paris, 23 oct. 2020 (AFP) -

La Conférence des présidents d'université (CPU) a réagi vendredi avec "émotion" aux propos du ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer sur "l'islamo-gauchisme" à l'université, et affirmé que les facultés n'étaient pas des "lieux d'expression ou d'encouragement du fanatisme".

"La Conférence des présidents d'université souhaite faire part de l'émotion suscitée par les propos tenus par le ministre de l'Éducation nationale", écrit la CPU dans un communiqué.

"Non, les universités ne sont pas des lieux où se construirait une +idéologie+ qui mène au pire. Non, les universités ne sont pas des lieux d'expression ou d'encouragement du fanatisme. Non, les universités ne sauraient être tenues pour complices du terrorisme", affirme la CPU.

Selon elle, "la mission de diffusion de la culture scientifique et technique fait, au contraire, de nos établissements des institutions de démocratisation de la connaissance scientifique, indispensable dans la cité, à l'heure des désordres de l'information et du succès du complotisme, terreaux des extrémismes".

Jeudi au micro d'Europe 1, le ministre de l'Éducation avait dénoncé "l'islamo-gauchisme" qui fait selon lui "des ravages à l'université", en prenant notamment pour cibles le syndicat étudiant Unef et La France Insoumise. "Ces gens-là favorisent une idéologie qui ensuite, de loin en loin, mène au pire", a affirmé Jean-Michel Blanquer.

Selon la CPU, "la recherche n'est pas responsable des maux de la société, elle les analyse. L'université est, par essence, un lieu de débats et de construction de l'esprit critique. En ces temps dramatiques, il est essentiel que l'unité soit de mise et que la cohésion nationale, appelée de ses vœux par le Président de la République, soit pour tous une invitation à éviter amalgames et raccourcis inutiles".

Dans un autre communiqué, le Snesup-FSU a dit "condamner avec fermeté les propos irresponsables de Jean-Michel Blanquer". "Les invectives et accusations gratuites à l'encontre d'un parti politique ou d'une organisation syndicale relèvent d'une intention polémique qui n'est pas de mise alors que nous devons toutes et tous faire preuve de discernement et de sang-froid et nous rassembler pour défendre les valeurs et les institutions de la République", a-t-il avancé.

asm/jt/bma

Afp le 23 oct. 20 à 15 33.